

JF/EP N° 110081

Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et l'instauration d'une taxe sur les transactions financières

Résultats détaillés
Janvier 2012

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les résultats de l'étude.....	4
L'adhésion à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières	6
Le souhait concernant l'allocation des ressources issues d'une taxe sur les transactions financières	9

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



www.ifop.com



www.ifopelections.fr



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Dimanche Ouest France
Echantillon	Echantillon de 999 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 9 au 12 janvier 2012

PRÉCISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE

Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Souhaitant initialement la mettre en place au niveau européen, Nicolas Sarkozy annonçait il y a quelques jours sa volonté de créer une taxe sur les transactions financières au niveau national dans un premier temps si nos partenaires européens ne suivaient pas la France. **La taxe dite « Tobin » du nom de l'économiste James Tobin qui l'avait théorisée en 1972 pour limiter la volatilité du taux de change convainc les Français qui privilégient en majorité une approche européenne et une allocation des ressources affectée à la réduction de la dette publique.**

Interrogés par l'Ifop pour Dimanche Ouest France, trois personnes interrogées sur quatre se déclarent favorables à la création d'une telle taxe sur les transactions financières (75%). **Parmi elles, 54% posent comme condition sine qua non une mise en place simultanée en France et dans d'autres pays**, tandis que 21% sont favorables à la taxe même si elle n'était mise en place qu'au niveau national. A contrario, un interviewé sur quatre fait montre de sa désapprobation vis-à-vis de l'instauration d'une taxe « Tobin » (25%).

La taxe sur les transactions financières est consensuelle et ne fait guère l'objet de clivages partisans, simplement de quelques nuances. Il apparaît que les sympathisants de l'UMP ne vont pas nécessairement jusqu'à suivre les positions volontaristes du Président de la République et affirment d'abord leur attachement à l'instauration d'une taxe à un niveau supranational (65% contre 54% en moyenne) ; ils sont néanmoins globalement les plus favorables au principe de taxer les transactions financières (90% contre 75% en moyenne).

Signe que la bonne gestion des finances publiques est devenue une préoccupation majeure au niveau national, les Français considèrent très majoritairement que les ressources issues d'une telle mesure doivent être consacrées au remboursement de la dette publique (64%). Un tiers des personnes interrogées se prononcent plutôt pour des projets d'investissements pour préparer l'avenir (32%), tandis que la proportion de ceux qui préconisent l'aide aux pays en voie de développement est très marginale (4%) alors que c'était la vocation première de cette taxe.

Les divergences d'opinion selon la proximité partisane sont davantage visibles sur cette question. Si une grande majorité des sympathisants du Parti Socialiste privilégie le remboursement de la dette (60%), 36% insistent sur la nécessité d'investir dans des projets d'avenir. La proportion de personnes souhaitant allouer les ressources dégagées à la réduction de la dette publique est plus importante parmi les proches de l'UMP (73%) et encore davantage parmi les soutiens du Front National (83%). Les personnes appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus modestes sont également plus préoccupées par la dette publique : 71% d'entre elles souhaitent que la taxe dite « Tobin » serve à la résorber (contre 64% en moyenne et 58 % auprès des CSP+).

- 3 -

Les résultats de l'étude

L'adhésion à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières

Question : Concernant la création d'une taxe sur les transactions financières, seriez-vous... ?

	Ensemble des Français (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du FN (%)
TOTAL FAVORABLE	75 (*)	77	90	72
• Favorable à cette taxe mais uniquement si elle était mise en place simultanément en France et dans d'autres pays	54	54	65	48
• Favorable à cette taxe même si elle n'était mise en place qu'en France	21	23	25	24
Opposé à la mise en place d'une telle taxe sur les transactions financières	25	23	10	28
TOTAL.....	100	100	100	100

(*) Score correspondant à un total logique des réponses

L'adhésion à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières

	TOTAL FAVORABLE	Favorable à cette taxe mais uniquement si elle était mise en place simultanément en France et dans d'autres pays	Favorable à cette taxe même si elle n'était mise en place qu'en France	Opposé à la mise en place d'une telle taxe sur les transactions financières
	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	75	54	21	25
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)				
Homme	80	59	21	20
Femme	71	51	20	29
AGE DE L'INTERVIEWE(E)				
Moins de 35 ans	58	43	15	42
18 à 24 ans	54	39	15	46
25 à 34 ans	63	47	16	37
35 ans et plus	83	60	23	17
35 à 49 ans	72	52	20	28
50 à 64 ans	86	63	23	14
65 ans et plus	92	65	27	8
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)				
ACTIF	71	51	20	29
CSP+	81	58	23	19
Artisan ou commerçant (*)	77	53	24	23
Profession libérale, cadre supérieur	83	61	22	17
Profession intermédiaire	71	53	18	29
CSP-	66	47	19	34
Employé	64	46	18	36
Ouvrier	69	48	21	31
INACTIF	81	59	22	19
Retraité	92	66	26	8
Autre inactif	64	49	15	36
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)				
Salarié	70	51	19	30
Salarié du secteur privé	71	51	20	29
Salarié du secteur public	69	51	18	31
Indépendant sans salarié / Employeur	85	57	28	15
REGION				
Région parisienne	78	55	23	22
Province	75	55	20	25
Nord est	70	54	16	30
Nord ouest	74	56	18	26
Sud ouest	80	53	27	20
Sud est	77	53	24	23
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	73	54	19	27
Communes urbaines de province	76	55	21	24
Agglomération parisienne	77	53	24	23
PROXIMITE POLITIQUE				
GAUCHE	77	54	23	23
LO / NPA (*)	53	30	23	47
Front de Gauche	81	42	39	19
Parti Socialiste	77	58	19	23
Europe Ecologie / Les Verts	90	70	20	10
MODEM	83	67	16	17
DROITE	81	58	23	19
Droite parlementaire	85	63	22	15
Parti Radical / Nouveau Centre (*)	78	71	7	22
UMP	90	65	25	10
Autres formations de droite (*)	63	42	21	37
Front National	72	48	24	28
AUTRE FORMATION POLITIQUE (*)	59	27	32	41
AUCUNE FORMATION	65	49	16	35
VOTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)				
Candidats d'extrême gauche	69	43	26	31
Ségolène Royal	81	59	22	19
François Bayrou	82	63	19	18
Nicolas Sarkozy	86	65	21	14
Jean-Marie Le Pen	70	50	20	30

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

Le souhait concernant l'allocation des ressources issues d'une taxe sur les transactions financières

Question : Et si une telle taxe sur les transactions financières était mise en place par la France, souhaiteriez-vous que l'argent ainsi collecté soit... ?

	Ensemble des Français (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du FN (%)
• Principalement consacré au remboursement de la dette publique française	64	58	73	83
• Principalement consacré à des projets d'investissement en France pour préparer l'avenir (construction d'infrastructures, financement de programmes de recherche, etc...).....	32	37	26	15
• Principalement consacré à l'aide aux pays en voie de développement	4	5	1	2
TOTAL	100	100	100	100

Le souhait concernant l'allocation des ressources issues d'une taxe sur les transactions financières

	Principalement consacré au remboursement de la dette publique française (%)	Principalement consacré à des projets d'investissement en France pour préparer l'avenir (%)	Principalement consacré à l'aide aux pays en voie de développement (%)
ENSEMBLE	64	32	4
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	65	32	3
Femme	63	33	4
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	60	34	6
18 à 24 ans	56	38	6
25 à 34 ans	65	30	5
35 ans et plus	66	31	3
35 à 49 ans	68	29	3
50 à 64 ans	67	31	2
65 ans et plus	61	36	3
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	65	31	4
CSP+	58	39	3
Artisan ou commerçant (*)	54	46	-
Profession libérale, cadre supérieur	58	38	4
Profession intermédiaire	57	39	4
CSP-	71	24	5
Employé	75	21	4
Ouvrier	67	27	6
INACTIF	63	34	3
Retraité	63	34	3
Autre inactif	64	34	2
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
Salarié	65	30	5
Salarié du secteur privé	64	31	5
Salarié du secteur public	69	27	4
Indépendant sans salarié / employeur	62	38	-
REGION			
Région parisienne	68	26	6
Province	63	34	3
Nord est	65	31	4
Nord ouest	57	40	3
Sud ouest	72	24	4
Sud est	64	34	2
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	61	36	3
Communes urbaines de province	65	32	3
Agglomération parisienne	67	26	7
PROXIMITE POLITIQUE			
GAUCHE	58	37	5
LO / NPA (*)	58	32	10
Front de Gauche	56	41	3
Parti Socialiste	60	36	4
Europe Ecologie / Les Verts	50	42	8
MODEM	62	36	2
DROITE	72	26	2
Droite parlementaire	68	30	2
Parti Radical / Nouveau Centre (*)	36	56	8
UMP	73	26	1
Autres formations de droite (*)	69	31	-
Front National	83	15	2
AUTRE FORMATION POLITIQUE (*)	70	30	-
AUCUNE FORMATION	62	33	5
VOTE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007 (1er tour)			
Candidats d'extrême gauche	62	32	6
Ségolène Royal	57	37	6
François Bayrou	65	33	2
Nicolas Sarkozy	70	27	3
Jean-Marie Le Pen	78	20	2
ADHESION A LA MISE EN PLACE D'UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS			
Favorable si en place simultanément en France et ailleurs	67	32	1
Favorable si en place qu'en France	67	30	3
Opposé	56	34	10

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs